

L'Europe face à la mondialisation : l'heure de vérité

 alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/leurope-face-a-mondialisation-lheure-de-verite/00078845

L'Europe a peur. La défaite des partis extrémistes en France et aux Pays-Bas n'a pas effacé la tâche du Brexit et de Trump. Faisant le constat que les populismes se nourrissent du rejet de la mondialisation, la Commission européenne a [publié le 10 mai dernier un texte](#) visant à porter le message d'une Union européenne acteur clé d'une mondialisation maîtrisée. L'effort est louable. Il vise à contribuer à redonner du souffle au projet européen en plaçant notre continent au cœur de la définition des règles du jeu de la mondialisation. C'est une piste importante. Malheureusement, elle reste au milieu du gué avec une Commission coincée dans ses vieux réflexes.

Un bilan plus équilibré

Finis le temps de la mondialisation heureuse. Certes, le document de la Commission souligne au stabilis tous les avantages d'une économie ouverte : les exportations sont créatrices d'emplois, les importations permettent aux entreprises et aux ménages de se fournir à bon prix, les premières y gagnent en compétitivité, les seconds en pouvoir d'achat. Et puis, nous bénéficions de l'argent des investisseurs étrangers et de transferts de technologie, etc. Tous les arguments traditionnels en faveur de la mondialisation sont là.

| *La Commission propose une longue liste des coûts de l'ouverture économique*

L'originalité est ailleurs. Elle provient de la suite du document, une longue liste des coûts de l'ouverture économique. Elle provoque des fermetures d'usines, des pertes d'emplois et de la pression à la baisse sur les salaires. Elle nous met en concurrence avec des pays aux pratiques commerciales déloyales. Elle facilite les transferts artificiels de bénéfices par les entreprises qui ne paient pas leur juste part d'impôts. Associée à la révolution technique, elle laisse les moins qualifiés de côté. Elle contribue à accroître les inégalités – les 1 % les plus aisés concentrent 27 % des richesses est-il souligné. Sans oublier l'immigration qui peut être source de tensions sociales. Ou le numérique qui pose des problèmes de confidentialité des données. Et le fait qu'un monde plus interconnecté accroît les menaces criminelles et terroristes. A la fin, on se demande si l'on n'est pas en train de lire un tract de la France insoumise !

Deux choses manquent dans cette partie bilan. Pas un mot sur la mondialisation financière : bizarrement, les banques et les marchés financiers n'existent pas dans le radar de la Commission. Et rien non plus sur tout [le débat autour de la démondialisation](#) qui agite les économistes en ce moment.

Pour une mondialisation maîtrisée

Face à tous ces coûts, quel beau souffle ce serait pour le projet européen : faire de notre continent un acteur clé d'une mondialisation régulée. Le texte de la Commission n'est pas avare en ce domaine. Mais il aligne les poncifs : il nous faut une meilleure gouvernance mondiale, favoriser le développement durable, des accords commerciaux internationaux protégeant « *les droits de l'homme, les conditions de travail, la sécurité alimentaire, la santé publique, la protection de l'environnement et le bien-être animal* », améliorer les normes sociales de travail, encourager la culture, etc.

| *Sur les paradis fiscaux il faut être fermes et combatifs... tant qu'ils sont en dehors de l'Union !*

Qui serait contre tout cela ? Le problème vient du fait que lorsque des mesures concrètes sont abordées, elles ne collent pas du tout avec les déclarations d'intentions. Sur les accords commerciaux internationaux, il faut bien

sûr, nous dit la Commission, maintenir des tribunaux d'arbitrage d'exception dans lesquels les multinationales peuvent tenter de remettre en cause les politiques publiques. Sur les paradis fiscaux, il faut être fermes et combatifs... tant qu'ils sont en dehors de l'Union, les nôtres, on n'y touche pas ! Pas un mot sur les lobbies de la santé, de la banque ou autre qui plombent toute réglementation européenne contraignante. C'est bien pourtant une telle réglementation qui pourraient inciter les entreprises à se transformer en acteurs sociaux responsables, un vrai enjeu de la mondialisation. Il faut réduire les inégalités, sécuriser l'emploi et la protection sociale, clame la Commission. Certes, mais comment rendre tout cela compatible avec l'austérité budgétaire ?

Après des décennies de mondialisation béate, la Commission européenne propose désormais un bilan plus juste, quoi qu'incomplet, de la mondialisation. Elle ouvre une piste forte pour l'action politique de l'Europe : en faire un acteur capable de définir des règles du jeu orientant la mondialisation dans une direction plus sensible aux intérêts du plus grand nombre. Mais, toujours prisonnière de ses vieux logiciels, elle n'a pas encore trouvé les mesures concrètes et convaincantes permettant d'avancer dans ce sens. Il faudra pourtant qu'elle fasse vite : les populistes ont déjà leur programme, et il séduit un nombre de plus en plus important d'électeurs.